

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Comment peut-on expliquer l'exclusion sociale aujourd'hui ?

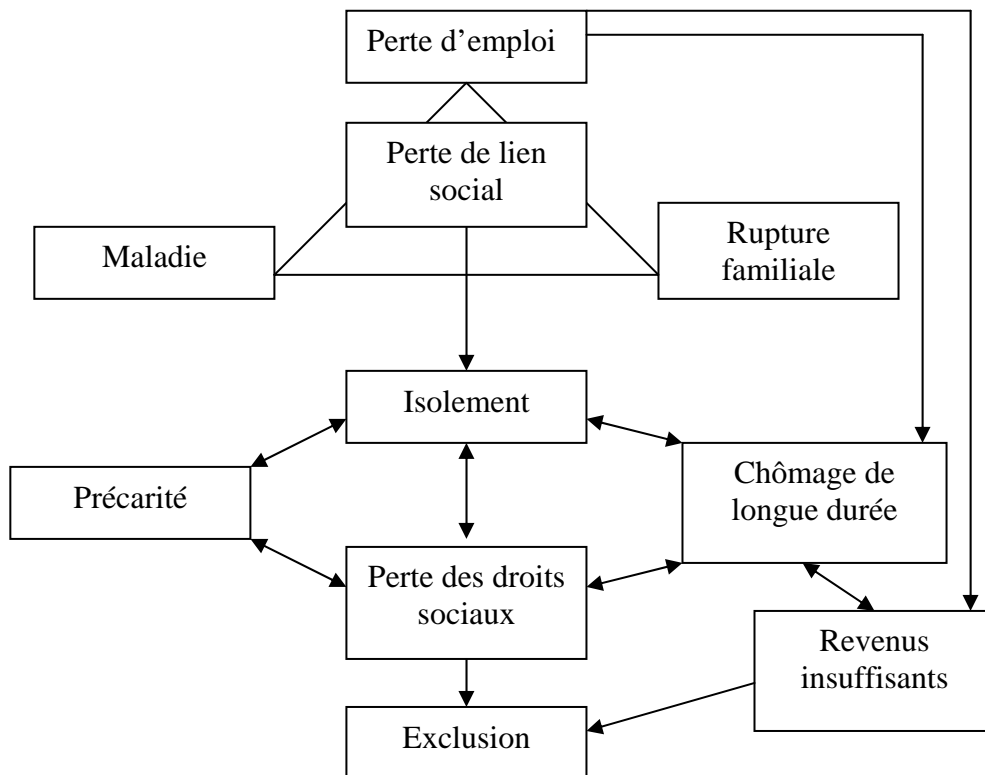
DOCUMENT 1

Les emplois précaires, à durée déterminée, l'intérim, les emplois à temps partiel imposés, les emplois les plus mal payés se sont multipliés et, même quand ils permettent d'éviter la misère la plus noire, ils interdisent toute installation dans la société, tout projet de vie un peu établi puisque les individus sont à la merci des événements. C'est dans ces groupes-là que les accidents de la vie, la maladie, la séparation familiale, peuvent avoir des conséquences catastrophiques. [...]

On peut légitimement parler d'exclusion et de dualisation quand les problèmes de chômage, de précarité, de pauvreté se superposent dans les mêmes groupes et se renforcent mutuellement, créant ainsi de véritables ensembles sociaux. Pour le dire simplement, on peut cerner toute une série de facteurs dont l'addition fait passer de l'autre côté, du côté de l'exclusion.

Source : François Dubet, "Inclus/exclus : une opposition pertinente ?",
In *Cahiers français* n°314, mai-juin 2003.

DOCUMENT 2



Source : D'après J. Brémond, A. Gélédan, *Dictionnaire des Sciences Economiques et Sociales*, éditions Belin, 2002.

DOCUMENT 3

Au-delà du cercle familial, l'ensemble des relations sociales est perturbé par le chômage. D'abord, parce que beaucoup de ces relations s'étaient construites à partir du travail et qu'elles vont s'étioler (1) rapidement [...]. Conscients de leur dévalorisation, de la suspicion qui, plus ou moins ouvertement, les entoure, les chômeurs auront tendance à rompre volontairement les relations sociales qui risquent d'être marquées par l'indifférence, la commisération (2), le mépris ou la crainte d'une demande d'aide. La rupture s'observe non seulement dans les rapports interindividuels mais plus encore dans toutes les formes de participation à la vie sociale, qu'il s'agisse du militantisme politique ou syndical ou de la participation à la vie associative.

[...] Nous n'avons pas insisté, tant le fait est évident, sur les difficultés financières auxquelles se heurtent les chômeurs. L'allongement des durées de chômage et les restrictions apportées aux régimes d'indemnisation font se multiplier des situations qui débouchent sur l'extrême pauvreté.

Source : Jacques Freyssinet, *Le chômage*, Repères, La Découverte, 10e édition, 2002

(1) s'affaiblir

(2) pitié.

DOCUMENT 4

Indicateurs de la pauvreté et de l'exclusion en France en %

	En 2002
<i>Pauvreté</i>	
Taux de pauvreté de la population : part des individus vivant dans un ménage dont le revenu est inférieur à 60% du revenu médian	12,2
Taux de pauvreté de la population en emploi : par des individus en emploi vivant dans un ménage dont le revenu est inférieur à 60% du revenu médian (1)	8,0
<i>Minima sociaux</i>	
Persistance dans le RMI (présence supérieure à 3 ans)	48,7
<i>Non accès aux droits fondamentaux</i>	
Taux de renoncement aux soins pour raisons financières	11,2
Taux de sortants du système scolaire à faible niveau d'études	13,4
Taux de demandeurs d'emploi non indemnisés	36,5
Part des demandes de logement social non satisfaites après un an.	33,6

Source : Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, *Rapport 2005-2006*, Paris, La Documentation française, 2006.

1 Donnée 2001

DOCUMENT 5

La participation concrète des individus à la vie collective peut être analysée selon deux axes principaux : celui qui définit leur rapport à l'emploi et à la protection sociale ; celui qui traduit l'ensemble de leurs échanges et de leurs relations sociales dans la famille. [...] Or, on a assisté, au cours des deux dernières décennies, d'une part, à la fin d'une organisation économique qui garantit le plein emploi, et, d'autre part, à la désinstitutionnalisation des relations familiales et, en conséquence, à l'affaiblissement des solidarités entre les membres de la famille. Sans doute l'appui familial permet-il souvent aux individus de traverser une période difficile : les parents continuent à loger leurs enfants adultes qui ne trouvent pas d'emploi, des membres de sa famille aident parfois financièrement le chômeur, le soutiennent par des prestations en nature ou mobilisent leurs relations pour lui retrouver un emploi. Mais il s'agit toujours de décisions personnelles dont beaucoup ne bénéficient pas. Ces évolutions globales de la structure sociale se traduisent, au niveau des individus, par un risque accru de la naissance de processus d'exclusion [...].

Source : Dominique Schnapper, *L'exclusion, l'état des savoirs*, sous la direction de Serge Paugam, Editions La Découverte, 1996.

DOCUMENT 6

Pauvreté après transferts selon les situations d'emploi et la composition familiale en 2004

		Taux de pauvreté monétaire (après transferts)
Personnes seules sans enfant	Chômage dominant	40%
	Emploi à temps incomplet	13%
	Emploi annuel à temps complet	3%
Actifs vivant en couple sans enfant	Deux chômeurs ou un chômeur et un inactif	31%
	Deux emplois annuels à temps complet	2%
Chefs de famille monoparentale	Chômage dominant	37%
	Emploi à temps incomplet	14%
	Emploi annuel à temps complet	3%
Actifs vivant en couple avec enfant(s)	Deux chômeurs ou un chômeur et un inactif	50%
	Deux emplois annuels à temps complet	2%

Champ : ensemble des actifs appartenant à des ménages dont le revenu primaire est positif ou nul. Sont exclus les actifs en couple avec un retraité ou hébergés dans un autre ménage.

Source : Insee - DGI, *Enquêtes Revenus fiscaux 2001*, actualisée 2004.